Mots. Les langages du politique

84 | 2007

Politiquement sportif

Louis Simard, Laurent Lepage, Jean-Michel Fourniau, Michel Gariépy, Mario Gauthier éd., *Le débat public en apprentissage : aménagement et environnement. Regards croisés sur les expériences françaises et québécoises*

Sylvie Ollitrault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/1086>

DOI : 10.4000/mots.1086

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007

Pagination : 119-121

ISBN : 978-2-84788-112-7

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Sylvie Ollitrault, « Louis Simard, Laurent Lepage, Jean-Michel Fourniau, Michel Gariépy, Mario Gauthier éd., *Le débat public en apprentissage : aménagement et environnement. Regards croisés sur les expériences françaises et québécoises* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 84 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/1086> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.1086>

---

et indignes, que ces derniers soient stigmatisés comme « pédés » ou comme « cons », comme « sales nègres » ou « sales juifs », comme « paysans » ou... – mais laissons au lecteur le plaisir de découvrir dans le *Petit traité* de Laurence Rosier la richesse infinie de la production linguistique injurieuse !

Paul Bacot

Institut d'études politiques de Lyon, CNRS (Triangle)

paul.bacot@univ-lyon2.fr

Le débat public en apprentissage : aménagement et environnement. Regards croisés sur les expériences françaises et québécoises

Louis Simard, Laurent Lepage, Jean-Michel Fourniau, Michel Gariépy, Mario Gauthier éd.
2006, Paris, L'Harmattan (Villes et entreprises), 315 p.

Dans un contexte valorisant la démocratie participative sous toutes ses formes, il est impossible d'étudier les conflits autour des questions d'environnement ou d'aménagement sans prendre en considération les canaux qui recueillent la voix des protestataires. Le mouvement écologiste a émergé, à la fin des années soixante, dans les pays industrialisés, en réaction à des projets d'aménagement de grande envergure (Grand Canyon aux États-Unis, par exemple). Les animateurs de ces mobilisations réclamaient davantage de transparence dans la décision et une prise en compte des intérêts des habitants, autant matériels (indemnisation) que d'ordre environnemental (pollution, perte d'un cadre de vie). Face à cette montée des « mécontentements » qui se diffusaient parmi des citoyens ordinaires, les pouvoirs publics ont imaginé des dispositifs permettant d'explicitier la décision prise et de démontrer l'intérêt de ces aménagements. Aux États-Unis et au Québec, ces dispositifs de concertation ont été mis en place dès les années soixante-dix dans le cadre d'une culture associative et politique de négociation entre groupes d'intérêts. En France, le cheminement a été plus lent, plus chaotique aussi avec la procédure d'enquête publique.

L'ouvrage dirigé par Louis Simard, Laurent Lepage, Jean-Michel Fourniau, Michel Gariépy et Mario Gauthier rassemble des textes écrits par des universitaires, des chercheurs mais aussi par des praticiens, textes relatifs aux expériences française et québécoise de débat public en matière d'aménagement et d'environnement. Cette comparaison met en lumière des différences qui sont liées au contexte social, aux cultures de revendication ou aux attitudes à l'égard de la parole contestataire. Deux expériences qui se caractérisent aussi par une longévité différente : le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) est né dès les années soixante-dix, tandis que la Commission nationale du débat public (CNDP) n'a qu'une décennie : elle a suivi la loi Barnier du

2 février 1995 et est devenue, par la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002, autorité administrative indépendante.

Certains articles recueillent des témoignages, d'autres se veulent plus analytiques. L'introduction joue le rôle utile de mise en perspective de tous ces diagnostics. En résumant, l'historique de la mise en place des procédures de débats publics conduit le lecteur vers les problématiques liées à l'usage de ce type de dispositif : l'engagement des acteurs, les apprentissages collectifs, la question de la médiation environnementale et les problèmes actuels que rencontre, en particulier au Québec, ce dispositif de débat public dans un contexte où la définition de l'intérêt général se transforme face aux injonctions de rentabilité économique.

L'ouvrage recense les points de vue des acteurs du débat public et donne un éclairage de l'intérieur sur les préoccupations de ces derniers, à savoir la gestion des conflits d'intérêts, le maintien d'une certaine transparence et l'amélioration globale des modalités de prise de décision. Ainsi, les attentes générées par la résolution des conflits, voire leur anticipation, amènent les auteurs à s'interroger sur la conditionnalité de la parole légitime (recueil de cette parole, choix du locuteur), sur les apprentissages collectifs (qui donne son avis ?), sur les manières d'être, sur le rôle des médiateurs ou encore de l'organisateur du débat. On voit que les acteurs de ces débats s'interrogent à plusieurs reprises sur la nature de leur rôle d'expert des débats publics ; ils sont à la croisée d'un questionnement de praticien et de chercheur. C'est Sandrine Rui qui l'a le mieux pointé, en relevant qu'un tri s'opère parmi les citoyens entendus : elle relève que la protestation, pour être écoutée, doit se dire sinon dans le langage de l'expert, au moins selon une forme de savoir-dire et de savoir-vivre démocratique qui n'est pas sans rappeler le procès de civilisation des mœurs décrit par Norbert Elias.

Au terme de cette analyse des dispositifs délibératifs, le lecteur retiendra que la parole de l'expert praticien ou universitaire domine celle des citoyens qui ont été consultés. L'ouvrage souligne à quel point la prise de parole dépend de savoir-faire, de savoir-être et d'une forme de reconnaissance implicite du bon interlocuteur par les organisateurs du débat public. Que peuvent alors faire les « illégitimes » ? Du bruit à l'extérieur, des charivaris et autres perturbations, comme le remarquent certaines contributions.

Au-delà de ces expériences de démocratie participative, il serait bon de s'interroger sur le rapport des citoyens aux arènes délibératives. Des pistes ont été esquissées dans les études présentées ici. Les articles pointent pour la plupart les limites des dispositifs en insistant sur la lourdeur, la haute technicité (notamment du langage ou encore des enjeux) de ces procédures, sur l'importance de l'acteur jouant le rôle d'animateur du débat public. Un rappel sur les contraintes qui s'exercent sur cette procédure apparaît avec force ici : la prise de décision n'appartient en dernier ressort qu'aux élus. Une limite qui

n'est pas toujours admise par les citoyens : ils ne sont pas détenteurs du pouvoir de décision. Jean-Paul Puyfaucheur souligne que pour augmenter l'acceptabilité sociale d'un certain nombre de projets, le recours au référendum serait une autre manière de consulter les citoyens.

Autre élément d'analyse qui mérite attention : plus les militants écologistes ont été appelés à s'opposer aux expertises des aménageurs, plus ils se sont socialisés à l'expertise et ont renouvelé les formes de conflictualité. Le débat public et la consultation ont donc contribué à « inventer » de nouvelles formes de militantisme ou de mobilisations, de plus en plus difficiles à maîtriser pour les béotiens.

Même si, à la fin de la lecture de cet ouvrage, nous aurions aimé une conclusion générale synthétique ou encore un chapitre final qui aurait mieux récapitulé les acquis de ces articles, ce travail collectif apporte, par sa dimension comparative, par la place qu'il accorde à la parole des acteurs, nombre d'enseignements sur la mise en pratique de ces dispositifs délibératifs dans le paysage démocratique occidental. Il enrichit la compréhension des mobilisations autour des questions d'environnement et d'aménagement.

Sylvie Ollitrault

Université de Rennes 1, Institut d'études politiques, CNRS (CRAPE)

s.ollitrault@yahoo.fr

Le discours diplomatique

Constanze Villar

2006, Paris, L'Harmattan (Pouvoirs comparés), 286 p.

Enseignante à Bordeaux 4, Constanze Villar publie ici un ouvrage important sur un domaine quelque peu délaissé par l'analyse de la communication, le discours diplomatique, et, au-delà, sur l'ensemble des pratiques de communication mises en œuvre dans le champ de la diplomatie. L'approche de l'ouvrage est sémiotique : il s'agit d'élaborer et de mettre en œuvre une méthode sémiotique d'analyse, d'interprétation, mais aussi d'évaluation des pratiques signifiantes de la diplomatie, champ politique qui se caractérise, plus peut-être que tout autre, par l'importance qu'y revêtent la communication et la signification.

Ce livre, qui élabore un concept nouveau, celui de *diplomaticité*, pour caractériser à la fois une culture et un ensemble de pratiques institutionnelles et politiques, présente quatre aspects.

Le premier aspect important, qui constitue sans doute la spécificité de la recherche mise en œuvre par Constanze Villar, est l'approche de la sémiotique de la diplomatie et du discours diplomatique. On assiste en ce moment, en France et ailleurs, à un retour de la sémiotique dans le champ des études